

GUY RIPAULT

La quille bordel!

LA PENSEE UNIVERSELLE

16° Lr8
3521



La quille bordel !

160 Lk⁸

3521

La quille bordel!

✓
 Guy Ripault

1735526

INVITATION A UN VOYAGE GRATUIT

La quille bordel !

« EOR infanterie — Cherchell — camp Sainte-Marthe, Marseille — 2 mai — 12 heures » (EOR infanterie — Ecole d'Officier de Réserve d'Infanterie).

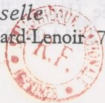
« Je le lus, le refus, le tournis et le retourais avec gravité. Même avec le recul je ne pouvais mesurer ce jour-là l'importance que pouvait éventuellement prendre un aussi délicate document dans la vie d'un homme. »

« Je pris vite tort et je regrettai Cherchell en apprenant incidemment par voie de diffusion de Larosne : »

« Département d'Oranville, chef-lieu d'arrondissement sur le Méliermeyer — musée d'antiques — 16900 habitants — »

la pensée universelle

115, boulevard Richard-Lenoir - 75540 Paris Cedex 11



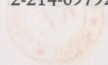
DL-01031994-04949

Guy Ripault

La quille bordel !

© Guy Ripault
et la Pensée Universelle, 1994

ISBN 2-214-09792-9



INVITATION A UN VOYAGE GRATUIT

21 avril 1960 — jour à marquer d'une pierre noire. C'est en rentrant de mon travail que je découvris un minable carton d'invitation écorné par les services de la poste, de couleur bistre, même pas sous enveloppe, l'Etat est toujours fauché, avec tapé à la machine mon adresse et ces lignes banales donnant destination et délais :

« EOR infanterie — Cherchell — camp Sainte-Marthe, Marseille — 2 mai — 12 heures » (EOR infanterie = Ecole d'Officier de Réserve d'infanterie).

Je le lus, le relus, le tournais et le retournais avec gravité. Même avec le recul je ne pouvais mesurer ce jour-là l'importance que pouvait éventuellement prendre un aussi dérisoire document dans la vie d'un homme.

Je pris une carte et je repérais Cherchell en apprenant inconsciemment par cœur la définition du Larousse :

— « Département d'Orléansville, chef-lieu d'arrondissement sur la Méditerranée — musée d'antiques — 16 900 habitants — ancienne Césarée. »

Côté tourisme et bains de mer ce n'est pas si mal comme destination mais malheureusement c'est d'autres choses dont il s'agit.

J'avais résilié mon sursis trois mois auparavant et en effectuant mon stage de fin d'études, j'attendais avec impatience cette sacrée feuille de route pour en finir, au plus vite, avec cette épreuve du service militaire obligatoire dont la seule pensée réduisait tout projet à néant. A vingt-cinq ans, quand on vient de terminer ses études d'ingénieur, on considère le service militaire comme un pensum rejetant, à vingt-huit ans, tous les projets, aussi bien ceux concernant la vie familiale que ceux concernant la vie professionnelle dont on attend bien tirer les dividendes d'une jeunesse sacrifiée sur l'autel des études. On a envie de profiter avec gourmandise de la vie car même si les études n'étaient pas une période toujours désagréable, elles constituaient un handicap empêchant de jouir pleinement de la vie ayant la contrainte d'être toujours à la charge financière des parents. On a hâte d'obtenir un travail rémunérateur qui nous ouvre d'autres horizons et la liberté d'action. Le service militaire, sans cesse rallongé depuis plusieurs années, est maintenant de vingt-huit mois, échéance qui, pour moi, voisine celles des calendes grecques, d'autant qu'ils se décomposent en dix-huit mois de service actif, six mois de maintien de durée légale et pour l'instant de quatre mois de prolongation susceptible d'être augmentés suivant la conjoncture. Autant dire que ces vingt-huit mois vont absorber le solde de notre jeunesse.

Je n'étais pas hostile au service militaire du moment que l'effectuent tous les jeunes gens physiquement aptes. Je m'y étais résigné sans arrière-pensées depuis quelques années, bien qu'aller guerroyer à des milliers de kilomètres de sa patrie apportait quelque chose d'insolite qui le rendait plus pénible encore, toute idéologie politique mise à part. A cette époque,

quelques pourcentages de jeunes seulement militaient pour une cause ou une autre et je faisais partie des 95 % qui vivaient plus par insouciance que par inconscience complètement désintéressés par la politique et de ce qui s'y rapportait.

Tous les bons conseils d'un « entourage éclairé » affluaient autour de moi et vu mon enthousiasme, je ne pouvais les écouter sans avoir un sentiment de culpabilité ! « Faire son service c'est faire son devoir. » « Le service militaire c'est une bonne formation. » « Celui qui ne l'a pas fait n'est pas un homme... » Il n'y a évidemment que les mauvais esprits pour affirmer que c'était l'école du vice, à cause des mauvaises habitudes que, paraît-il, les jeunes y découvrent et conservent ensuite bien entendu, l'alcoolisme en particulier.

Jusqu'alors mes contacts avec la machine militaire avaient été très bons, deux ans de PMS (Préparation Militaire Supérieure), à raison d'une après-midi par semaine pendant l'année scolaire suivis par une période de dix jours au début des grandes vacances d'été, juste après les tristes périodes d'exams de juin-juillet. L'ensemble formait en quelque sorte une bonne détente sportive permettant d'éliminer les miasmes des amphithéâtres. L'ambiance y était sympathique avec des militaires à la coule, comprenant la plaisanterie et appliquant une discipline des plus souples. Pourquoi avais-je fait la PMS ? Pas par esprit militariste bien sûr. D'abord, pour un jeune de vingt-cinq ans qui subsiste grâce à l'argent de poche donné par ses parents, il y a un avantage basement matérialiste car une solde de sous-lieutenant c'est 70 000 anciens francs par mois alors que le prêt d'un simple soldat est de 1 000 anciens francs, celui d'un sous-officier de 3 000 anciens francs. J'apprécie le terme « prêt », celui aurait été un

peu gros d'appeler cela un salaire ! En tout cas, c'était évaluer vraiment peu chère la vie d'un homme !

De plus, grâce à la PMS, on ne faisait pas de classes (période des quatre premiers mois de service militaire) en accédant directement aux EOR, ce qui faisait tomber la solde d'officier quatre mois plus tôt. Par ailleurs, on nous avait fait miroiter qu'avec la PMS on pouvait choisir son arme. En tant que technicien j'avais opté pour les armes techniques à savoir génie, artillerie, matériel car avec mes compétences j'étais sûr d'être utile et d'y avoir une fonction intéressante... C'est comme cela que je me suis retrouvé dans la Biff... (infanterie).

1^{er} mai. — Pas moyen de dormir dans ma couchette de deuxième classe du rapide Paris-Marseille. D'une part à cause du bruit régulier des boggies qui passent d'un rail à l'autre, mais surtout du fait des aiguillages où les wagons ballottent et tanguent durement dans un bruit de ferraille cassée. C'est Dijon avec tous ses embranchements. Le train finit par s'arrêter après que les freins eurent crié leur douleur dans un crissement déchirant. Bien heureux les deux marins de mon compartiment qui dorment et profitent même de l'occasion pour se retourner avec une sorte de jouissance pour dormir plus profondément encore.

On rencontre toujours le même genre d'individus dans les trains de nuit, déjà fréquentés dans mes années d'études, beaucoup de jeunes soldats avachis sur les banquettes, somnolents dans les couloirs les yeux mi-clos, avec une minorité d'entre eux debout pour faire le spectacle, viande saoule profitant de chaque arrêt pour boire un coup ou se ravitailler, gueulant et s'invectivant dans les couloirs en claquant

les portes, déambulant de compartiment en compartiment pour y retrouver des potes.

Quelques civils sont là perdus dans le décor et regardent avec dédain, mépris et désapprobation plus ou moins violente ces braillards en partance pour l'AFN. Ils arrivent à dormir un peu entre chaque station minés par l'inquiétude de dépasser la gare de leur destination, se réveillant alors en sursaut à chaque ralentissement du convoi, en demandant avec un début d'affolement : quelle gare ? poursuivi par un : « Ah ! bon, merci ! », se rendormant jusqu'à la station suivante.

Je pense alors plus précisément à ce qui m'attend là-bas. La guerre d'Algérie, n'ayant guère eu le temps de m'y intéresser, je ne la connais que par ce que la radio en dit, quelques titres de journaux, les quotidiens lus pendant les vacances scolaires chez mes parents, et aussi, bien qu'en y accordant que peu de crédit, aux informations transmises au hasard des conversations par les copains non étudiants, qui en revenaient, en en dressant un tableau d'où il était difficile de séparer ce qui avait été enjolivé de ce qui avait été noirci. Un de mes copains de lycée avait été tué dans les gorges de Palestro. Globalement, j'en restais à la version officielle : il n'y a pas de guerre, les opérations sont limitées au maintien de l'ordre et à la pacification.

De tous ces éléments plus ou moins diffus, il en ressortait que je partais pour être acteur d'une espèce de western où j'interviendrais dans les rangs des Rangers, ce qui est rassurant car on est sûr de gagner, les fellaghas remplaçant dans ce décor les Indiens ou les bandes d'outlaws sans foi ni loi. J'aurais le soleil, des déserts arides, malheureusement et c'est

dommage, l'armée s'est mécanisée et les pur-sangs sont remplacés par des chevaux vapeur, bien que dans mon cas il va surtout être question de marche à pied.

En effet, depuis novembre 1954, dans cette lointaine Algérie, des tribus de montagnards chaouïas, kabyles encadrés paraît-il par des repris de justice, s'étaient organisés en dissidence et pratiquaient un terrorisme aussi sauvage qu'aveugle sur tout ce qui touchait de près ou de loin à la France, aux Européens d'Algérie, aux musulmans attachés à notre pays. Ils avaient osé réclamer le droit d'être des citoyens à part entière, ne voulant plus être considérés comme des indigènes en voie d'émancipation. Comme on mettait un maximum de mauvaise volonté pour le leur accorder après des dizaines d'années de vaines démarches étouffées, ils avaient fini par le réclamer les armes à la main.

Leur accorder était paraît-il impossible, surtout qu'il fallait faire admettre et imposer cette décision aux Européens d'Algérie qui trouvaient que c'était très bien comme cela, le régime de l'indigenat étant le meilleur système avec les Arabes, bougnoules, bicots, melons, ... qui ne pouvaient comprendre et travailler que sous une ferme autorité.

En 1954, le dossier fut pris en charge par un gouvernement de gauche emmené par Guy Mollet, Mendès-France, Mitterrand comme ministre de l'Intérieur. Il fut étudié avec soin !... par ces responsables et les hauts fonctionnaires des cabinets ministériels compétents choisis parmi leurs amis politiques, soutenus par les députés de leur majorité, tous politiques de carrière, quelquefois de père en fils, plus à l'aise dans les comices agricoles et les festivités inhérentes à leur charge que devant un tel problème. On commença par faire fi des rapports des Renseignements Généraux plutôt alarmants sur la situation en Algérie bien avant no-

vembre 54, puis dès le déclenchement de l'insurrection, de dissoudre le parti de Messali Hadj, en incarcérant ses membres, pourtant seul parti suffisamment organisé, respecté des musulmans, pour amorcer d'éventuelles négociations. Mitterrand vint en Algérie... pour y enclencher les hostilités en faisant engager l'armée, « la négociation avec les rebelles c'est la guerre ». Comme d'habitude, les socialistes s'ils pouvaient définir une politique, étaient surtout incapables de la mettre en œuvre et encore plus de la faire appliquer. On ressortit le statut du 20 septembre 1947 qui avait été mal accueilli à l'époque, car créant une assemblée algérienne élue moitié par les citoyens de statut civil français, moitié par ceux de statut local, qui en fait donnait l'égalité de représentation aux deux communautés. A peine évoqué il passait aux oubliettes pour refaire surface en 1958 après le 13 mai où il devint acceptable pour les Pieds-Noirs... mais largement dépassé maintenant par le déroulement et les acquis du conflit. Faire la guerre c'était aller à contre-sens de l'histoire, la vague de décolonisation ne pouvant laisser les Algériens indifférents. C'était oublier aussi la non-application déjà en 1936, du projet Blum-Violette, accordant le droit de vote à... vingt mille Algériens méritants. C'était encore ignorer les événements de Sétif en mai 1945 et leurs conséquences...

Il était surtout aberrant de ne pas admettre d'abord, puis de comprendre que les Algériens ne pouvaient être sans réactions alors qu'on venait d'octroyer l'indépendance aux deux pays voisins, le Maroc et la Tunisie. Et l'on continua à se mettre en quelque sorte au service de l'Assemblée algérienne noyauté et verrouillée par les gros colons...

Ce qui est effarant, c'est de voir qu'aucun de ces « responsables politiques » n'a envisagé un instant le dévelop-

pement catastrophique du conflit et leurs décisions furent toujours prises avec un temps de retard sur les événements !... et furent inefficaces...

Alors les opérations de maintien de l'ordre devinrent de plus en plus dures pendant que les rebelles se radicalisaient et demandaient l'indépendance. On eut droit à de belles tirades par tous les politicars, de gauche comme de droite, pour démontrer au bon peuple que si la France perdait l'Algérie, il s'ensuivrait pour la métropole une période de récession avec chômage pour nous les jeunes et tous les cataclysmes économiques possibles et imaginables. Mitterrand répétant dans ses discours : « L'Algérie c'est la France », se justifia du droit de disposer du contingent dans les opérations militaires engagées (10 décembre 1954). « Ce droit me paraissait certain car il s'agit de préserver l'unité de la nation et le soldat qui obéit aux ordres de son gouvernement est d'abord un citoyen. Je ne vois pas quelle tâche, si pénible fut-elle, pouvait être refusée par le citoyen dont la mission envers et contre tous est de défendre la patrie. Il faut que l'Algérie, que cette belle province, retrouve son unité qu'on a voulu menacer. » Puis en mars 1956, ce fut le gouvernement de Guy Mollet qui se fit attribuer des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie avec aussitôt après le rappel de deux cent mille hommes du contingent classes 51 à 54...

Quelques mois après, ce gouvernement socialiste s'aperçut que les six mois supplémentaires de maintien sous les drapeaux coûtaient cher à l'Etat, car ces rappelés touchaient environ 120 francs par mois au lieu des 10 octroyés généreusement pour la période normale du service militaire ; ce qui n'était que justice puisque l'armée de métier, la gendarmerie et la police bénéficiaient de primes substantielles de campagne en plus de la solde. Aussi, pour conserver de la

chair à canon bon marché, il fit voter un décret pour faire passer la durée du service militaire « normal » de 18 à 24 mois, ce qui permit aux appelés du contingent de continuer à prendre le risque de se faire tuer pour 10 francs par mois... ! On ne pouvait faire mieux pour écœurer le contingent !

Il y avait bien sûr une minorité, défaitistes de toujours, mauvais français qui clamaient que tout cela c'était du vent, qu'on se foutait de nous, que l'armée se battait en Algérie pour défendre les intérêts des gros colons et que pratiquement ceux qui allaient se battre là-bas étaient comme d'habitude les couillons de l'opération. L'ambiguïté d'une politique de colonisation, enclenchée par des « socialistes » conduits aux affaires de l'Etat par un électorat sincèrement de gauche, ne pouvait que déboucher sur zizanies, malentendus, combines douteuses, l'éternel problème de l'arroseur arrosé... avec en prime l'incompréhension d'une grosse partie des Français pas préparés du tout aux décisions qui les concernaient. L'impuissance gouvernementale fut telle en 1958 que l'opinion fut traumatisée par le spectre d'une guerre civile. Heureusement, lors des épisodes du 13 mai on trouva un guide qui calma les esprits en métropole, vint à Alger et s'adressant aux Pieds-Noirs, sans se faire bombarder de tomates comme Mollet, leur clama : « Je vous ai compris. » Pour les avoir compris, il les a compris mais eux, des dizaines d'années après, ils n'ont toujours pas compris ce qu'il avait compris !

De Gaulle reprit la formule de Mitterrand : « Des Flandres au Congo, il y a une seule nation, un seul Parlement, c'est la Constitution, c'est notre volonté », en définissant la France unie de « Dunkerque à Tamanrasset », l'Algérie restant française. Personne ne remarqua que c'était déjà une politique d'abandon et pourtant on avait fait 3 000 km vers

la métropole. Il fallait au nouveau pouvoir un outil de travail. On construisit la V^e République. On allait voir ce qu'on allait voir, ça allait changer ! ça changea ! On ne vit bientôt plus que des hommes « neufs ». En politique, on remarque le plus souvent qu'un homme neuf c'est un homme qui vient le changer de parti et qui oublie du même coup tout ce qu'il a dit ou fait auparavant, encore qu'à ce niveau on cause beaucoup mais on réalise peu. On vit même beaucoup de ceux qui étaient pour auparavant devenir contre. La gauche écartelée entre ses convictions et la conduite de la guerre se sentit plus libérée et certains de ses organes de presse : *Témoignage Chrétien*, *France Observateur*, *les Temps Modernes* (de Sartre) plus virulents ; les groupuscules comme le réseau d'aide au FLN Francis Jeanson plus actifs jusqu'à leurs arrestations fin 1959. La désertion de l'aspirant Maillot passé au FLN en avril 1956 avec un camion d'armes, resta un cas isolé.

1957-1958 avaient été l'époque des embuscades meurtrières, en Kabylie, dans les Aurès et les morts de part et d'autre creusaient un fossé de plus en plus difficile à combler engendrant passion en métropole chez les adversaires de De Gaulle, lassitude dans la masse de la population qui, jusqu'alors, comme moi, n'était intéressée que dans la mesure où un proche était ou allait partir en Algérie. Les rebelles avaient de leur côté réussi à porter le conflit au plan international et y avaient même remporté une victoire politique à l'ONU ; la participation de la France, aux côtés d'Israël et de l'Angleterre, à la malheureuse expédition de Suez décidée en 1956 par Mollet et son gouvernement ayant rallié tous les pays arabes à la cause algérienne.

En 1960, la situation militaire s'était bien améliorée grâce à un quadrillage rigoureux ; des régions entières étaient pa-

Après des études d'ingénieur chimiste, Guy Ripault part faire son service militaire en Algérie en 1960. Aspirant en Kabylie, il découvre ce qu'est la guerre (en sa phase finale). Gravement blessé dans un accrochage, il revient en métropole sévèrement handicapé.

Lors d'une hospitalisation en 1992-1993, il écrit *La quille, bordel!*, se remémorant l'ambiance d'il y a trente ans afin de laisser le témoignage de ce qu'il a vu, vécu, pensé à cette époque.

Car Guy Ripault, rebuté par toutes les fausses vérités émises sur la question, tente d'analyser objectivement dans cet ouvrage toutes les facettes du conflit — s'aidant des faits et de son expérience personnelle —, pour l'expliquer *autrement*.

ISBN 2-214-09792-9



9 782214 097922

LA PENSÉE UNIVERSELLE
115, boulevard Richard-Lenoir
75540 Paris Cedex 11
Tél. : 43.57.74.74

*Diffusion : 115, boulevard Richard-Lenoir
75540 Paris Cedex 11*



3 7531 00720137 0

Prix : 78 F (T.v.a. 5,5 % incluse)

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

